

Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

ÉDITORIAL

L'année 2006 commence sur les chapeaux de roue : forum social mondial polycentré (au Mali et au Venezuela en janvier, sans doute au Pakistan en mars), actualité de la dette au FMI et à la Banque mondiale, puis en mai le cinquantième anniversaire du Club de Paris. Pour être toujours plus présents et revendicatifs, nous avons besoin de votre soutien. En ce début d'année, pensez à vous réabonner à l'aide du bulletin de la dernière page. Dans cette attente, recevez nos meilleurs vœux pour 2006. Prenez soin de vous, et à nos côtés, prenez soin du monde...

■ L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

LE CADTM À LILLE

Le groupe CADTM de Lille s'est constitué le samedi 10 décembre 2005 au cours d'une réunion qui a rassemblé une dizaine de personnes. Le lancement "officiel" du groupe aura lieu le samedi 21 janvier 2006, en présence de Damien qui animera une conférence-débat sur le thème de la dette dans l'après-midi. Les réunions du nouveau groupe auront lieu le 1er samedi du mois au Café Citoyen de Lille. Première réunion : le 4 mars à 14h00, sur l'actualité de la dette en général et sur l'Inde en particulier. Suivra le 1er avril une séance sur la Jamaïque. Lille est connue pour le nombre impressionnant de ses associations et le CADTM entend bien faire entendre sa voix dans la métropole du Nord. Contact : lille@cadtm.org.

■ SERGE VIENNE

BRÈVES

+ Renationalisation au Mali

Le Mali vient de récupérer la majorité du capital de EdM (Energie du Mali) qui avait été privatisée au profit d'une filiale de Bouygues, la Saur, il y a cinq ans. EdM privatisée n'a jamais rempli ses obligations contractuelles (investissement d'au moins 600 millions d'euros pour le développement des réseaux d'eau et d'électricité, baisse des tarifs pour les consommateurs). Promue par le FMI et la Banque mondiale, cette privatisation se révèle être un échec, alors même qu'elle était montrée en exemple aux pays voisins. Avec le départ de Saur, **l'eau et l'électricité maliennes** redeviennent publiques. Allez hop !

+ Qui disait qu'une taxe internationale était irréalisable ?

La France vient d'adopter le principe d'une **taxe sur les billets d'avion**, comprise entre 1 et 40 dollars par billet, afin de financer la lutte contre le sida. Elle devrait entrer en vigueur le 1er juillet 2006. Si l'idée d'une taxe internationale est intéressante, celle-ci est bien plus une taxe sur la consommation. Elle ne frappe pas en premier lieu les multinationales et tous ceux qui accumulent des richesses. Copie à revoir !

AGENDA

14 janvier, Paris (20e) : intervention de Jean Mpélé et Damien Millet sur *L'Afrique sans dette*, à 14h (CNT, 33 rue des Vignoles).

20 janvier, St Amand (59) : intervention de Damien Millet sur la dette, à 18h30.

21 janvier, Lille (59) : intervention de Damien Millet à l'invitation du groupe CADTM de Lille nouvellement formé, à 15h.

19-23 janvier, Mali : intervention de Claude Quémar et Roseline Péluchon au FSM Bamako.

24-29 janvier, Venezuela : intervention de Carmen Calzadilla, Julie Castro, Jérôme Duval et Jérôme Ollier au FSM Caracas.

29 janvier, St Etienne (42) : intervention du groupe de Lyon au Forum social, à 10h.

31 janvier, Nancy (54) : intervention de François Mauger après le film *Life and debt*.

9 février, Grenoble (38) : réunion d'auto-formation ouverte à tous, à partir du livre *"L'Afrique sans dette"*.

11 février, Le Mans (72) : intervention de François Mauger après le film *Life and debt*.

13 février, Ganges (34) : intervention du groupe de Nîmes, avec Survie, sur le thème *"Le post-colonialisme et la dette de l'Afrique"* avec le film *"La France à fric"*.

18 février, Grenoble (38) : journée Venezuela, film, témoignage de 2 militantes.

24 février, Rueil Malmaison (92) : intervention de Damien Millet avec Attac, à 20h30.

25 février, Arcueil (94) : intervention de Jean Mpélé et Claude Quémar sur *"La dette de l'Afrique et les résistances : l'exemple du Niger"*, avec Afrique XXI, à 14h30.

4 mars, Eaubonne (95) : intervention de Véronique Racine lors du Forum social local.

LE FMI SOUS PRESSION

L'été dernier, le sommet des huit pays les plus industrialisés (G8) a décidé que les 18 pays pauvres très endettés (PPTE) parvenus au point d'achèvement de l'initiative PPTE (voir nos bulletins précédents) allaient bénéficier d'une annulation totale de leur dette envers le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et la Banque africaine de développement.

En septembre, malgré de fortes réticences de la part de petits pays riches comme la Belgique ou la Suisse, l'assemblée générale du FMI a entériné cet accord. D'ailleurs, si l'on songe aux déclarations sur la "*bonne gouvernance*", il est étonnant que le G8 se soit engagé sans l'accord préalable du FMI.

Mais en toute discrétion, la direction du FMI a cherché à revenir sur son engagement et à en diminuer la portée. Pour cela, elle envisageait de proposer au Conseil des gouverneurs de rajouter des conditionnalités supplémentaires pour les pays qui ne seront plus sous programme du FMI après le 31 décembre 2005. Or 6 pays parmi les 18 sont dans ce cas : l'Ethiopie, Madagascar, la Mauritanie, le Rwanda, le Sénégal et le Nicaragua.

Alors que l'accord initial du G8 était présenté comme ferme et définitif, le FMI voulait soumettre ces pays à de nouvelles conditions monétaires et fiscales, venant s'ajouter à plusieurs décennies de réformes draconiennes ayant fortement détérioré les conditions de vie des populations.

Les pays du G8 possèdent 49,73% des droits de vote au Conseil d'administration du FMI et aucun accord ne peut se faire contre leur avis. Cette tentative avait donc leur assentiment. Ils envisageaient donc de renier leurs propres engagements.

Avec d'autres réseaux, le CADTM a fermement protesté, jugeant intolérable la démarche du FMI qui fait tout son possible pour retarder la mise en place de cette décision pourtant bien modeste eu égard au nombre de pays concernés. Outil au service des grandes puissances, le FMI agit dans l'ombre afin de leur permettre de conserver les puissants moyens de pression que leur confère la dette, tout en se glorifiant d'annonces mirobolantes qui se révèlent très vite dénuées de fondement réel.

Notre communiqué de presse a donné lieu à une dépêche AFP le 17 décembre, puis à une citation dans les quotidiens économiques *La Tribune* et *Les Echos* et dans le journal libanais *L'Orient-Le Jour*.

La pression des mouvements sociaux de par le monde a partiellement porté ses fruits. Lors de la réunion du 21 décembre, le Conseil des gouverneurs du FMI a mis de l'eau dans son vin, en décidant d'annuler la dette de 19 pays pauvres à son égard au début de l'année 2006 : Bénin, Bolivie, Burkina Faso, Cambodge, Ethiopie, Ghana, Guyana, Honduras, Madagascar, Mali, Mozambique, Nicaragua, Niger, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Tadjikistan, Tanzanie et Zambie. La réaction du CADTM fut très mitigée.

Tout d'abord, comme prévu, 17 des 19 pays concernés par l'annonce du G8 sont des PPTE qui

ont dû réaliser un véritable parcours du combattant néolibéral : réduction drastique de leurs budgets sociaux, privatisations massives, ouverture des marchés, libéralisation de leur économie..., pour le plus grand profit des sociétés multinationales et des investisseurs internationaux. Ce sont autant de coups très durs portés aux conditions de vie des populations pauvres. Les deux pays non PPTE de la liste, le Cambodge et le Tadjikistan, se sont déjà pliés eux aussi aux exigences du FMI.

De plus, la Mauritanie est absente de la liste, alors qu'elle aurait dû en faire partie. Alors que l'allègement décidé lors du dernier sommet du G8 concernait 18 pays, le FMI ne l'accorde que pour 17 d'entre eux, excluant la Mauritanie à laquelle il impose des démarches supplémentaires.

Malgré tout, la forte mobilisation des organisations impliquées dans le combat pour l'annulation de la dette, dont le CADTM, a permis de faire pression efficacement sur le FMI qui en a réintégré cinq sur six.

Plus généralement, pour le CADTM, la décision du FMI est à la fois inadaptée et inadmissible. Inadaptée car elle ne concerne qu'un petit nombre de pays (19, représentant moins de 5% de la population des 165 pays en développement) ; inadmissible car elle renforce la domination que les créanciers imposent à la planète entière par l'intermédiaire de la dette. En effet, afin de faire accepter ses remèdes frelatés, le docteur FMI fait mine de prescrire des stratégies de réduction de la pauvreté. Il se construit un alibi (de maigres sommes saupoudrées sur de rares projets sociaux) tout en cachant les graves effets secondaires : dans des pays où plus de 40 % du budget sert à rembourser la dette, il interdit aux gouvernements de recruter et de former suffisamment d'enseignants, d'aides-soignants, de médecins, etc., au nom de sacro-saints principes comme la réduction de la fonction publique et l'équilibre budgétaire.

Dans un communiqué, le CADTM s'est félicité que la pression citoyenne ait permis de réintégrer 5 pays dans la liste, mais a exigé du FMI qu'il explique clairement pourquoi la Mauritanie a été exclue alors qu'elle y figurait initialement. Pour nous, la démarche du FMI, et plus généralement les mesures prises par l'ensemble des créanciers, ne sont que des leurres permettant de détourner l'attention de l'opinion publique. Les revendications essentielles demeurent l'annulation de la dette extérieure publique de tous les pays en développement et l'abandon définitif des politiques d'ajustement structurel. Cette dette ponctionne les richesses des pays du Sud pour les envoyer vers des riches créanciers, ravage des régions entières, répand la misère et la corruption. Cette dette est illégitime et, pour une large part, odieuse. Pour le CADTM, son annulation totale et inconditionnelle n'est pas négociable. Une rubrique matinale d'économie de la radio *France-Infos* nous a permis de détailler notre point de vue.

Nous attendons maintenant de savoir ce que va faire la Banque mondiale sur ce sujet...

■ DAMIEN MILLET

OMC : UNE DÉFAITE LOURDE DE CONSÉQUENCES

Depuis sa création en 1994, à Marrakech, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est un des principaux outils de la mondialisation néolibérale. Les principales puissances économiques veulent en faire un outil d'ouverture généralisée des marchés du Sud pour les produits du Nord, produits au sens large, puisque cela inclut de plus en plus les services. Mais depuis dix ans, les choses n'avancent pas aussi rapidement que les transnationales du Nord le voudraient.

En 1999, à Seattle, les pays en développement refusent le 'cycle du millénaire', appuyés par une des premières grandes mobilisations altermondialistes. Lors de la quatrième conférence ministérielle de l'OMC, à Doha, en novembre 2001, deux mois après les attentats du 11 septembre, les Etats-Unis et l'Union européenne, représentée par le français Pascal Lamy, au nom de la 'lutte contre le terrorisme' imposèrent un nouveau cycle de négociations dénommé 'agenda de Doha pour le développement'.

Ce cycle de négociations reprend tous les aspects dont les pays en développement avaient refusé de traiter précédemment : en particulier les pratiques liées à l'investissement, aux marchés publics et à la concurrence. Rien n'a abouti depuis cette date. La cinquième conférence de Cancun en 2003 a conduit à un échec, les pays du Sud s'opposant aux volontés euro-étatsuniennes.

Poussés par leurs opinions publiques, les mouvements sociaux, les pays du Sud ont su s'allier lors de ces rencontres. On se souvient de l'alliance des quatre principaux producteurs de coton africains à Cancun (Tchad, Bénin, Mali, Burkina). Les représentants du Nord et le nouveau secrétaire général de l'OMC, Pascal Lamy ont su depuis enfoncer un coin dans cette unité des pays dominés. En particulier, ils ont su différencier deux des principaux pays émergents, le Brésil et l'Inde, en les incluant à un groupe dénommé 'five interested parties' (FIPs) avec l'Australie, les Etats-Unis et l'UE, sorte de direction collégiale informelle sur les questions agricoles.

L'enjeu du sommet de Hong Kong, du 13 au 18 décembre, était donc de relancer la machine libérale. Je ne reviendrai pas sur le détail des négociations depuis Cancun (cf. articles de R-M Jennar sur www.urfig.org). Mais voyons ce qu'il en a été sur les principaux points à l'ordre du jour :

- **l'agriculture**. C'est le sujet dont on parle le plus, même si elle ne représente qu'une petite part des échanges internationaux. Mais l'enjeu est, bien entendu, fondamental pour les pays du Sud. Et un blocage sur ce sujet entraîne un blocage sur les autres sujets portés par les pays du

Nord. La question essentielle est celle des aides et subventions apportées par les principales puissances (Etats-Unis, UE et Japon) à leurs agriculteurs. Ces pays se sont engagés à supprimer leurs aides à l'exportation d'ici 2013. Les représentants du Sud demandaient 2010. Mais surtout, cet engagement ne concerne pas les aides directes à la production qui sont l'essentiel des aides. Pour ce qui concerne le coton, sujet sensible s'il en est, les Etats-Unis se sont engagés à supprimer leurs subventions à l'exportation dès 2006. Mais les aides à la production représentent 90 % des aides aux producteurs de coton. L'Union européenne, pour sa part, est plus touchée par la banane ou le sucre, et pourra donc attendre 2013.

- **les produits non agricoles (NAMA)**, ce qui inclut la pêche et l'exploitation forestière. On en parle beaucoup moins mais l'enjeu est de taille et là, le résultat de Hong Kong pourrait être catastrophique pour les pays du Sud et pour l'environnement. Tous les membres de l'OMC vont devoir réduire uniformément leurs droits de douane sur tous les produits.

Les pays du Sud appliquaient jusqu'alors des droits plus élevés. Les transnationales sont arrivées à imposer une règle unique à des partenaires totalement inégaux.

- **les services (AGCS)**. Sur ce sujet dont on parle davantage au Nord (cf. la proposition de directive Bolkestein), l'Union européenne fait un forcing depuis des années pour accélérer l'ouverture de ce marché, principal marché mondial aujourd'hui. L'accord de Hong Kong supprime les flexibilités octroyées jusqu'alors aux pays du Sud. Ces derniers pouvaient décider quels services ils dérégulaient, quand et à quelle hauteur. C'en est désormais largement fini. Comme l'écrit Jennar : *"Cette dérégulation est d'une ampleur telle qu'à terme, seules des entreprises privées de taille internationale subsisteront et seulement dans les secteurs fortement rentables. A lui seul, l'AGCS est l'instrument d'un projet de société"*.

- **les droits de propriété intellectuelle (ADPIC)**. Il s'agissait du seul domaine où le cycle de Doha avait avancé précédemment. En 2003, un compromis avait été trouvé pour les médicaments génériques qui était impraticable (voir plus loin). En deux ans, aucun pays du Sud n'a pu concrétiser cette dérogation ! Ce compromis a été



Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 00 33 (0)2-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : janvier 2006

Photos : Indymedia et www.war-crimes.info

érigé en traité. Chaque jour, 30 000 enfants continuent de mourir par manque de soins mais les laboratoires pharmaceutiques se portent bien.

Le bilan est hélas clair. Les pays du Nord ont pu imposer les intérêts de leurs transnationales. Malgré les mobilisations des organisations agricoles, riziculteurs sud-coréens en tête, et de représentants anti-libéraux du monde entier, l'alliance construite ces dernières années entre pays du Sud a éclaté. L'Inde et le Brésil, en particulier ont joué leur propre carte. Les pressions des représentants du Nord ont été très fortes sur leurs 'alliés' du Sud, y compris dans la suite du récent sommet du G8 à Gleneagles. Le chantage à la dette a pu jouer son rôle. Derrière la rhétorique du 'développement durable' c'est la réalité des profits qui a pesé sur ces négociations. L'OMC ne fonctionne qu'au rapport de forces dans le sens des intérêts marchands. La triplée Banque mondiale/FMI/OMC remplit son rôle de dérégulateur de l'économie mondiale dans ce sens.

Le CADTM est partie prenante de la campagne 'OMC : 10 ans ça suffit !'. Cette campagne doit continuer après Hong Kong pour que soient mises sur pied des règles véritablement équitables de commerce. Ces règles doivent répondre avant tout à la satisfaction des besoins des populations du monde entier, à la souveraineté alimentaire, aux soins, au choix démocratique de l'usage des richesses naturelles et créées. L'OMC, c'est le choix inverse.

■ CLAUDE QUÉMAR

PAS D'ACCORD...

Le 30 août 2003 était signé à l'OMC un accord temporaire régissant le commerce des médicaments génériques fabriqués sous licence obligatoire. Cet accord était censé faciliter l'importation de médicaments génériques par les pays non producteurs et en réglementer l'exportation par les pays possédant une industrie pharmaceutique.

Dès le départ, de nombreuses ONG se sont élevées contre l'extrême complexité administrative de cet accord et l'insécurité juridique qu'il impliquait pour les pays demandeurs. Les faits leur ont donné raison, puisqu'en deux ans, aucune demande n'a été déposée auprès de l'OMC.

En avril 2005, plusieurs pays africains ont demandé à l'OMC une simplification de cet accord du 30 août 2003. Le 7 novembre, nous apprenions que l'Union Européenne bloquait cette demande, en déposant une contre-proposition exigeant que la

procédure de 2003 soit verrouillée telle quelle, sans aucune simplification, sous la forme d'un amendement définitif à l'ADPIC... ce qui fut décidé le 6 décembre 2005. Sous la pression de l'Union Européenne et notamment de notre ministre du commerce Catherine Lagarde, la procédure restera définitivement complexe et impraticable.

N'oublions pas qu'il s'agit de médicaments et que des vies humaines sont en cause. Des milliers d'êtres humains meurent chaque jour faute d'avoir accès à des médicaments qui existent pourtant, mais dont les prix exorbitants leur interdisent l'accès, et ce, pour protéger les profits des multinationales pharmaceutiques et de leurs actionnaires.

■ ROSELINE PÉLUCHON

BRÈVES

+ Jusqu'où l'aide dépend du traitement médiatique...

Les continents ne sont pas égaux devant les médias : une catastrophe ayant lieu sur le continent africain doit faire 48 fois plus de victimes pour être couverte par la télévision américaine, qu'une catastrophe ayant lieu en Amérique ou en Europe, selon Esther Duflo, professeure au Massachusetts Institute of Technology. L'impact de la médiatisation d'une catastrophe se fait sentir à la fois sur l'aide privée et sur l'aide publique. Une étude récente a ainsi montré qu'une catastrophe survenant pendant les Jeux Olympiques doit faire trois fois plus de victimes pour avoir la même probabilité de recevoir de l'aide publique d'urgence américaine que si elle a lieu à un autre moment. Sans compter que cette médiatisation est l'occasion idéale pour conforter la vision d'un Occident bienfaiteur au secours des misérables. L'exigence d'interroger les causes structurelles sous-jacentes à ces fausses catastrophes est un impératif !

+ Quand les paysans coréens se tuent pour dire leur refus



"Que ceux qui travaillent dur soient plus respectés" était le dernier message du paysan Sud Coréen Chung Yong-bum qui s'est suicidé en ingérant un puissant insecticide quelques jours avant l'ouverture du sommet de l'OMC à Hong Kong. Depuis les années 1980, Washington a contraint la Corée à ouvrir successivement ses marchés du tabac, du boeuf, du blé et enfin du soja. Les prix ont baissé et les paysans se sont endettés davantage. Pris dans la tenaille entre dettes et perspectives d'aggravation de leurs conditions de vies, plusieurs d'entre eux se sont par le passé explicitement suicidés pour dénoncer les ravages de la libéralisation, qu'ils payent de toute façon de leurs vies, à petit feu...

■ JULIE CASTRO

LA BOLIVIE BASCULE À SON TOUR

Quelle politique intérieure pour Evo Morales ?

"Avec notre gouvernement, on va mettre fin à la discrimination, à la xénophobie, au mépris et nous allons changer le modèle néolibéral", proclamait Morales le soir de son élection à la présidence, le 18 décembre dernier. En effet, depuis plus de 20 ans, tous les gouvernements boliviens ont appliqué de manière inconditionnelle les programmes d'ajustement structurel dont l'axe tourne autour de la privatisation généralisée des services publics, de la libéralisation des investissements et du commerce international, de la privatisation des ressources naturelles... En outre, la société bolivienne a été organisée sur la discrimination des indiens et des paysans, sur la marginalisation de leur culture, et surtout, sur un système permettant aux *"criollos"* des classes possédantes d'imposer leur modèle. Sur les plans social et politique, le modèle bolivien s'est épuisé : les grandes mobilisations des paysans, des indiens, des habitants des bidonvilles, les grandes luttes contre les transnationales du gaz, de l'eau... ont été les symptômes les plus aigus de cet épuisement. Ajoutons à cela la crise profonde de légitimité de tous les gouvernements, la perte des compétences des pouvoirs publics, la perte de toute maîtrise sur les politiques publiques et sur l'économie au détriment du capital transnational. N'oublions pas le fait que partout en Amérique latine, le mouvement social de contestation du système capitaliste se renforce et acquiert des contours politiques avec des programmes alternatifs. Le référendum de 2004 en Uruguay, en faveur de la récupération de l'exploitation et la distribution de l'eau par les pouvoirs publics, montre une tendance généralisée sur le continent.

C'est dans ce contexte qu'Evo Morales, candidat du MAS, a obtenu 54,2% des votes. C'est un record historique car pour la première fois, un Président bolivien (indien de surcroît) accède au pouvoir dès le premier tour. Historique aussi parce que l'accès au pouvoir du MAS reflète un bouleversement des rapports de force sur le plan interne, pouvant s'étendre à tout l'hémisphère américain.

Avec le large appui des indiens, paysans, *"cocaleros"*, travailleurs, des couches populaires urbaines, de la classe moyenne marginalisée et appauvrie, le nouveau gouvernement a toute légitimité pour entamer les réformes démocratiques, sociales et économiques de son programme. Des actions d'approfondissement de la démocratie ont déjà été mises en place : chaque ministre sera désigné après des assemblées et des consultations directes avec les indiens, les paysans et les comités de travailleurs. Des référendums importants sont prévus pour juillet 2006 : l'Assemblée constituante pour la réforme de l'Etat et celui sur l'éventuelle scission de la riche région de Santa Cruz (très riche en réserves de gaz naturel) qui menace l'intégrité territoriale de la Bolivie.

D'autres défis attendent le gouvernement de Morales. Primo, l'arrêt de l'application des programmes d'ajustement structurel, un audit intégral de la dette publique et la récupération des services publics bradés aux transnationales. Deuxio, le problème des traités de protection

des investissements en rapport avec la privatisation des biens communs devrait être réétudié. Une profonde révision (voire une dénonciation pure et simple) des traités s'impose, comme celui signé avec les Etats-Unis, afin de respecter la souveraineté du pays. Tertio, une solution de fond pour le contrôle effectif des ressources naturelles (gaz, pétrole, ressources aquifères). Pour cela, Morales



devra inévitablement se confronter avec les transnationales des pays du Nord et les entrepreneurs boliviens qui profitent de cette situation, mais aussi avec les mobilisations populaires qui réclament le retour définitif au secteur public...

Vers un rapprochement Sud-Sud ?

La lecture en termes géostratégiques est aussi très importante. Dans une interview sur Al Jazeera le 22 décembre, Morales a réaffirmé un point crucial de sa politique extérieure : le droit du peuple bolivien sur les ressources naturelles et le droit de soumettre les compagnies étrangères aux lois boliviennes. Washington a explicitement énoncé ses propres règles du jeu quand Condoleezza Rice a déclaré sur CNN : *"La question pour nous est la suivante : le nouveau gouvernement bolivien gouvernera-t-il démocratiquement ? Sont-ils ouverts à une coopération qui, en termes économiques, aidera incontestablement le peuple bolivien, parce que la Bolivie ne peut être isolée de l'économie internationale ?"* Pour les Etats-Unis, empêtrés en Irak, l'Amérique Latine est en train de devenir un cauchemar, malgré des gouvernements alliés (Colombie, Pérou, Chili).

Si les réformes espérées réussissent, elles donneront au gouvernement la possibilité de mettre en place un modèle de développement endogène sur le plan local et continental. D'ailleurs, la Bolivie, Etat associé, est invitée à devenir un membre de plein droit du Mercosur, ce qui renforcera le bloc régional dont l'unité a donné, à Mar del Plata, un coup très dur au projet nord-américain de zone de libre-échange (ALCA).

En tout cas, la victoire de Morales introduit un nouvel élément politique dans la recherche d'un modèle alternatif au libéralisme. Cette victoire constitue un échec cinglant pour la politique imposée mondialement par les Etats-Unis et leurs alliés européens, notamment la politique nord-américaine dans la région. C'est une victoire pour le mouvement social et politique latino-américain qui se trouve aujourd'hui en position d'avancer vers l'approfondissement de la démocratie et vers une réelle intégration régionale, économique et politique. Cette tendance pourrait être confirmée par une éventuelle victoire en 2006 de Lopez Obrador au Mexique.

■ HUGO RUIZ DIAZ BALBUENA

PERSONNALITÉ DE L'ANNÉE...

Le magazine *Time* a désigné le chanteur Bono et les richissimes Melinda et Bill Gates comme personnalités de l'année pour *"leur capacité à s'occuper des autres"*.

Pour le CADTM, Bill Gates, dirigeant de la multinationale Microsoft, utilise à des fins humanitaires une partie de son immense fortune, acquise grâce à la démarche très agressive de Microsoft pour imposer partout ses logiciels. Son action laisse croire que la mondialisation néolibérale, dont il profite largement, va apporter une solution aux problèmes actuels, ce qui est une imposture puisque cette mondialisation les aggrave. Bono a animé l'été dernier une campagne sur la dette qui s'est réduite à implorer les dirigeants des pays les plus riches et a permis de légitimer l'instance profondément illégitime qu'est le G8, directoire autoproclamé de l'économie mondialisée.

En cela, l'effet de nuisance cumulé des élus de *Time* est loin d'être négligeable. Leur rôle essentiel, qui est sans doute la raison pour laquelle *Time* les a distingués, fut celui d'anesthésiant social, permettant d'atténuer la contestation du modèle économique actuel, imposé via la dette. A travers eux, il s'agit de maintenir l'illusion que l'humanité fait bien de confier son avenir à quelques personnages messianiques au lieu d'en être véritablement actrice.

C'est au contraire le peuple bolivien qui doit être chaleureusement félicité pour avoir porté Evo Morales à la présidence du pays, montrant par là même sa volonté de modifier les rapports sociaux en profondeur. Sans présager de son action à venir et sans donner un chèque en blanc au futur président, le CADTM constate que le peuple bolivien s'est clairement prononcé en faveur des positions soutenues par Evo Morales : souveraineté économique, réappropriation des ressources naturelles, défense des indigènes opprimés et des petits producteurs, etc.

Le CADTM salue l'immense nouvelle qu'est son élection à l'issue d'un processus démocratique et lui conseille fortement à la fois de ne pas imiter Lula au Brésil, de répudier immédiatement la totalité de la dette bolivienne pour satisfaire les besoins fondamentaux et de rompre tout accord avec le FMI et la Banque mondiale.

Pour ces raisons, le CADTM remet à Evo Morales le titre de personnalité de l'année 2005 et lui demande de le transmettre à son peuple pour son engagement déterminé en faveur d'une alternative réelle au modèle économique dominant. En attendant peut-être de le remettre à Evo Morales à titre personnel en 2006 s'il tient ses engagements au cours de l'année à venir...

LIRE

+ **Noires fureurs, blancs menteurs**, Pierre Péan, Mille et une nuits, 2005.

Péan entreprend une révision de l'histoire du Rwanda et entend démontrer la manipulation dont aurait été victime l'opinion occidentale concernant le génocide de 1994 et ce qui l'avait précédé.

Partant de la conviction que l'attentat dans lequel ont péri le Président Habyarimana et son homologue burundais a été commandité par Paul Kagamé, Péan entend en faire le responsable du massacre systématique des Tutsis et se fait défenseur de la théorie "des génocides". Pour cela il est nécessaire de réécrire l'histoire des rapports Hutus-Tutsis, ce qu'il fait par un historique des années de la colonisation, dont la teneur ne manque pas de surprendre qui a lu entre

autres *"Rwanda, histoire d'un génocide"* de Colette Braeckman. Le parti pris anti-tutsi de Péan y est, dès le départ, manifeste. C'est ainsi que l'on peut lire qu' *"il est important de garder en tête que le Rwanda est aussi le pays des mille leurre, tant la culture du mensonge et de la dissimulation domine toutes les autres chez les Tutsis et, dans une moindre part, par imprégnation, chez les Hutus"*. On retrouve ainsi sous la plume de Péan les obsessions racistes attribuées au Hutu Power et qui, par leur diffusion sur les ondes de la Radio des Mille Collines, incitaient les hutus au meurtre.

Toute sa démonstration repose sur cette culture de la manipulation qui serait innée chez les Tutsis et dont auraient été les victimes plus ou moins innocentes les *"idiots utiles"*, militants, journalistes, crédules ou à la solde du FPR. Péan réfute le chiffre, repris par l'ONU, de 800 000 victimes Tutsis, élimine d'un revers de manche les livraisons d'armes sur l'aéroport de Kigali avant et pendant le génocide, les milices Interahamwe entraînées à tuer, soutient que les militaires français n'ont eu qu'un rôle humanitaire, réécrit l'épisode de Bisesero que narre Patrick de Saint Exupéry dans *"L'inavouable"*, tout cela n'étant que manipulation ou lavage de cerveau.

Les journalistes ou militants qui ont travaillé pour porter à notre connaissance et tenter d'expliquer l'effrayante réalité de cette période de l'histoire du Rwanda sont l'un après l'autre éreintés par Péan, qui utilise le moyen peu honorable des attaques personnelles pour les discréditer. Tous, sauf... Stephen Smith, auquel Péan laisse un chapitre pour s'exprimer, d'ailleurs plus pour répondre à Survie et au livre *Nérophobie* écrit par trois de ses militants que pour donner sa version de l'histoire rwandaise !

Au moment où des plaintes concernant le rôle de l'armée française au Rwanda s'apprentent à aboutir, il aurait pu être intéressant de lire une nouvelle enquête documentée sur le drame rwandais, mettant un peu de lumière sur les nombreuses zones d'ombre qui existent encore dans cet épisode. Mais le livre de Péan n'est rien de cela. Baser sa démonstration sur des préjugés ethno raciaux et les utiliser tout au long de sa démonstration, comme une obsession, rend cet essai a priori irrecevable. A ne pas acheter.

ROSELINE PÉLUCHON

+ **Les confessions d'un assassin financier**, John Perkins, alTerre, 2005.

Une confession passionnante d'un économiste au sein d'une entreprise d'ingénierie électrique qui était explicitement chargé d'endetter les pays du Sud avec des grands projets électriques dans le seul but de les soumettre à l'Empire états-unien. Son témoignage veut rendre hommage à *"deux hommes d'Etat qui avaient été [ses] clients et pour qui [il avait] énormément d'estime : Jaime Roldos, président de l'Equateur, et Omar Torrijos, président du Panama"*. Mais : *"Tous deux sont morts dans des écrasements d'avion qui n'avaient rien d'accidentel. Ils furent assassinés parce qu'ils s'opposaient à la coalition formée par de grandes compagnies, le gouvernement américain et des banquiers, dans le but d'établir un Empire global. Nous, les assassins financiers, n'avions pas réussi à obtenir la collaboration de Roldos et Torrijos, et les tueurs à gages de la CIA, qui nous suivaient toujours de près, sont donc intervenus."* Quand les chacals de la CIA échouent, comme en Irak, les militaires interviennent. Vous pensiez être trop cyniques sur les affaires du monde ? Ce livre prouve que vous ne l'étiez pas assez !

DAMIEN MILLET

CHANGER RADICALEMENT DE CAP

Profond est le gouffre qui sépare les institutions internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale d'une part, et de nombreuses organisations militant pour l'annulation de la dette, dont le CADTM, d'autre part. Le moment est idéal pour revenir sur deux moments-clés de l'année qui permettent d'éclairer ces divergences de fond.

La dette a été sous les feux de l'actualité à deux reprises : au moment du tsunami en Asie et à l'occasion du sommet des dirigeants des pays les plus industrialisés (G8). A chaque fois, des mesures d'apparence généreuse ont été annoncées, mais à chaque fois, la réaction de nombreux réseaux mobilisés sur ces thèmes fut une réaction de rejet. Pourtant, les animateurs de ces réseaux ne sont en rien d'éternels insatisfaits qui joueraient en toutes circonstances la politique du pire. Cette opposition est la résultante d'une analyse globale dont les principes s'opposent fondamentalement à ceux de la logique actuelle.

En janvier dernier, après le tsunami au large de l'Indonésie qui fit plus de 300 000 morts, la dette est apparue tout de suite comme un levier sur lequel agir pour venir en aide aux pays touchés. Fait troublant, les Premiers ministres de Thaïlande et d'Inde ont très vite annoncé que leurs pays ne demandaient pas de report des remboursements : ils craignaient par-dessus tout que leur note sur les marchés financiers soit dégradée. Il apparaît ainsi clairement que les dirigeants de nombreux pays du Sud sont parfaitement insérés dans le système néolibéral centré sur la dette et mis en place par les grandes puissances. Du côté des populations de ces pays, la démarche est opposée : des centaines de mouvements sociaux ont signé l'appel du réseau Jubilé Sud pour l'annulation totale de la dette des pays concernés. Le clivage n'est donc pas Nord/Sud, mais plutôt entre ceux qui profitent de la dette et ceux qui subissent la dette.

Devant l'ampleur de la catastrophe et de la mobilisation, les pays riches, réunis au sein du Club de Paris, ont été fiers de décider un moratoire sur la dette de l'Indonésie et du Sri Lanka. Le Club de Paris s'attendait sans doute à des félicitations unanimes. Ce ne fut pas le cas : seuls deux pays, sur la douzaine de pays touchés, étaient dispensés de rembourser leur dette bilatérale en 2005 et ils devront payer entre 2007 et 2010 ce qu'ils devaient rembourser cette année. De surcroît, puisqu'ils n'ont pas remboursé à la date prévue, des intérêts de retard leur seront appliqués. **Comment se réjouir d'une telle annonce ?** Non seulement aucune annulation n'a été décidée, mais ces deux pays paieront finalement davantage que si le tsunami n'était pas survenu. Derrière une opération médiatique savamment orchestrée, se cache mal la politique de la "décision minimale" : faire semblant d'agir, sans toucher au mécanisme qui donne leur toute puissance à ceux qui prennent les décisions.

Puis vint l'annonce tonitruante du G8 en juin sur la dette (voir page 2). Après six mois d'intenses négociations entre les acteurs en présence, le FMI vient d'entériner l'annulation de la dette de 19 pays à son égard. Heureuse nouvelle, direz-vous ? Au risque de surprendre, non.

Tout d'abord, les conditions néolibérales qui leur sont imposées font que ces pays ont déjà tous payé très cher, en terme de souffrances humaines, le droit d'être ainsi éligibles. Les pays bénéficiaires sont les pays pauvres et dociles qui ont appliqué à la lettre les recommandations du FMI et de la Banque mondiale. C'est une décision minimale de plus. La

dette extérieure publique des 165 pays en développement s'élève à 1 600 milliards de dollars, l'annonce du G8 concerne seulement 2,5% de ce montant. **Comment régler le problème de la dette dans ces conditions ?**

Les tenants du modèle actuel, FMI et Banque mondiale en tête, apportent volontairement une réponse uniquement financière : quand il n'est plus possible de faire autrement, ils réduisent légèrement la dette. L'échec de cette analyse est patent : depuis 1988, chaque réduction de la dette des pays les plus pauvres en appelle une suivante et les quelques pays concernés croulent toujours sous le poids d'une dette démesurée. C'est oublier un peu vite que la dette est un mécanisme puissant permettant aux dirigeants et aux grandes entreprises des pays riches, avec la complicité des élites du Sud, d'imposer au monde depuis plusieurs décennies un modèle économique qui sert leurs intérêts. A cause de la dette, les pays du Sud sont dépendants de leurs exportations et sont contraints de brader leurs richesses naturelles tout en transférant des sommes gigantesques vers leurs créanciers. Entre 1980 et 2004, les pays en développement ont remboursé 5 300 milliards de dollars au titre de service de la dette. C'est presque 10 fois leur dette de 1980. C'est aussi 417 milliards de dollars de plus que ce qu'ils ont reçu en nouveaux prêts pendant la même période. Le FMI, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont les chefs d'orchestre de ce **racket permanent**.

Contrairement à une idée reçue diffusée à dessein, le Sud produit suffisamment de richesses pour organiser son avenir. Le problème n'est donc pas de l'endetter pour lui fournir des capitaux, le problème est de faire en sorte que les richesses produites au Sud ne fuient pas le pays, qu'elles soient investies sur place et servent l'intérêt des populations locales. Les pays du tiers-monde peuvent tout à fait se passer de cet endettement qui entraîne soumission aux créanciers, détérioration des conditions de vie et accroissement des inégalités. Aujourd'hui, la dette est l'outil d'un nouvel esclavage. Le G8, le FMI et la Banque mondiale l'utilisent froidement pour renforcer leur mainmise sur l'économie mondiale. Certains de leurs soutiens, comme le chanteur Bono ou le milliardaire Bill Gates, veulent juste l'amender pour l'humaniser. Or on n'amende pas un esclavage, on l'abolit.

Pour espérer libérer les populations du Sud du fardeau de la dette, il faut définitivement **briser le mécanisme lui-même**, d'où la nécessité de revendiquer sans faiblir l'annulation totale et inconditionnelle de la dette extérieure publique des pays en développement et l'abandon des politiques néolibérales. S'y ajoutent l'expropriation des biens mal acquis par les élites corrompues et leur rétrocession à leurs peuples, la suppression des paradis fiscaux, l'instauration de mécanismes de redistribution équitable des richesses à l'échelle planétaire, une vaste réforme agraire, la reconnaissance d'une dette historique et écologique à l'égard des populations du Sud, sans oublier la construction d'une nouvelle architecture financière et commerciale internationale... Une vraie lutte contre la corruption serait alors possible. Il est impensable dans ces conditions de se réjouir des mesures prises par les pays riches et leurs représentants au FMI ou à la Banque mondiale. Ce n'est pas une question de tactique, c'est une question de principes. A force d'ignorer ceux que nous défendons, les choix des promoteurs de la mondialisation néolibérale provoquent des ravages humains et environnementaux considérables. Notre opposition résolue se poursuivra donc, à moins que notre mobilisation parvienne à changer radicalement le cap suivi.  DAMIEN MILLET

TOUT REMBOURSER D'UN COUP ?

Coup sur coup, deux pays latino-américains, et non des moindres, viennent d'annoncer le remboursement par anticipation de la totalité de leur dette à l'égard du Fonds monétaire international (FMI).

Le 13 décembre, le Brésil a décidé de rembourser le montant total de 15,5 milliards de dollars qu'il devait au FMI et qui venait à échéance en 2007. Deux jours plus tard, l'Argentine annonçait le remboursement de 9,8 milliards de dollars, ce qui permet au gouvernement de Nestor Kirchner d'économiser environ 900 millions de dollars sur les intérêts.

Le Brésil ne s'est pas arrêté là : le 23 décembre, il a annoncé qu'il allait rembourser dès janvier la totalité de sa dette de 2,6 milliards de dollars auprès du Club de Paris (19 pays riches créanciers). Il devrait ainsi économiser environ 100 millions de dollars d'intérêts. Les principaux créanciers concernés sont la France (à travers la Coface), le Japon (Eximbank, Miti y Licaos) et l'Allemagne (Hermes, KFW).

Il est essentiel de rappeler que les dettes ainsi remboursées par ces deux pays entrent dans la catégorie des dettes odieuses. Le Brésil et l'Argentine ont connu au cours des dernières décennies des dictatures militaires violentes qui les ont menés au surendettement, avec l'entier soutien du FMI. Le seul but était alors de conforter la junte au pouvoir et d'arrimer l'économie de ces pays au modèle néolibéral dominant, avec l'imposition de politiques néfastes pour la plupart des citoyens de ces pays.

Les régimes ayant suivi la dictature ont bradé une grande part du patrimoine national pour rembourser la dette odieuse ainsi contractée. Ils ont même dû s'endetter de nouveau pour rembourser les dettes précédentes, ce qui implique que ces nouvelles dettes sont elles aussi odieuses. De surcroît, l'obtention de ces nouveaux prêts a été conditionnée à l'application de mesures de libéralisation massive, de privatisation systématique et de réduction des budgets sociaux. Ces politiques néolibérales ont porté un grand préjudice aux populations de ces pays, leur caractère impopulaire ayant été prouvé par le soulèvement de décembre 2001 en Argentine et l'élection de Lula à la présidence brésilienne en 2002.

En droit international, si un régime illégitime ou dictatorial contracte une dette contraire à l'intérêt des populations, le régime qui lui succède peut la dénoncer. Elle est alors frappée de nullité et n'a pas à être remboursée : c'est une dette personnelle des anciens dirigeants au pouvoir.

La décision de rembourser par anticipation est rendue possible par la conjoncture économique actuelle, avec des recettes d'exportations élevées et une croissance argentine importante liée au non-remboursement de la dette privée entre fin 2001 et 2005. Pourtant, plus d'un tiers des Argentins et des Brésiliens vivent sous le seuil de pauvreté et la faim tenaille des millions d'entre eux. Pour le CADTM, l'argent qui va être remboursé au FMI devrait servir à la réalisation d'une politique qui tourne le dos au néolibéralisme et donne la priorité aux droits humains fondamentaux.

Au cours des six dernières années, les pays en développement ont remboursé à leurs créanciers 486 milliards de dollars de plus que ce qu'ils ont reçu en nouveaux prêts, soit l'équivalent de 5 plans Marshall. Loin d'être un moyen d'accéder au développement, les prêts sont avant tout une source juteuse d'enrichissement pour de riches créanciers.

Le CADTM demande donc aux dirigeants des pays du Tiers Monde de répudier leur dette, odieuse pour une large part, et de cesser d'appliquer des politiques d'ajustement structurel qui frappent de plein fouet les populations pauvres.

BRÈVE

+ La crise qui perdure en **Côte d'Ivoire** n'a pas facilité l'accès de la problématique de la dette aux médias nationaux, malgré l'aspect fédérateur que pourrait avoir la question. Le FNDP (membre du réseau CADTM en Côte d'Ivoire) organise régulièrement des formations et séminaires afin de sensibiliser et d'informer sur la dette colossale de la Côte d'Ivoire. Une dette qui augmente car les armes, les milices et les mercenaires coûtent cher, alors que les rentrées de devises sont grevées par la partition du pays. Le FNDP lancera donc pour 2006 une campagne pour un audit citoyen qui sera appuyé par un film autour des notions d'endettement et de pauvreté. Film que le FNDP envisage de présenter au festival FESPACO de Ouagadougou. Souhaitons-leur bon courage dans ce projet d'envergure.

RENAUD SAVÉAN

NOUS AVONS SIGNÉ

+ L'appel à soutien de la **Confédération paysanne** dont un des comptes a été bloqué à la demande de Monsanto.

+ La campagne du CCFD pour stopper l'expansion du **soja intensif** dans le monde et pour favoriser une agriculture respectueuse des communautés rurales, des paysans et de la biodiversité.

C'est la nouvelle année, j'adhère au CADTM !

B21

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____@_____

☐ Adhère au CADTM France : ☐ 10 euros ☐ 5 euros (petits revenus)

☐ M'abonne aux publications du CADTM : ☐ 38 euros ☐ 22 euros (petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**